
M.E.S., Numéro 123, Juillet – Septembre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 30 juin 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales

Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, juillet - septembre 2022

EXIGENCE ET NECESSITE DE LA REFORME DU SYSTEME ONUSIEN : REGARD SUR LE PRINCIPE DE LA SECURITE EGALE ET INDIVISIBLE

par

Victor MANGINDULA,

Chercheur, Relations Internationales

Martin IYANZA BOKABOLA

Chef de Travaux, Université de Kinshasa

Giresse KINIAMBI KIPINI,

Assistant, Université de Kananga

Tony MPWATE NDAUME,

Assistant, Université de Kinshasa

Résumé

La réalité actuelle des Nations en Afrique et dans le monde fait l'objet de plusieurs controverses autour de la mission principale de l'Organisation des Nations Unies. Cette réalité mal gérée depuis des décennies par l'ONU a occasionné des crises politiques, des conflits armés, des guerres et des inégalités des peuples du monde. L'idée de la Conférence de la Haye après la faillite de la Société des Nations avait comme but de mettre en place des outils permettant de résoudre pacifiquement les crises, d'éviter les guerres et d'établir des règlements pacifiques des conflits, mais surtout de consolider la paix et la sécurité dans le monde.

Cette ultime mission semble être loin des préoccupations majeures de l'ONU dans la mesure où le Conseil de Sécurité avec ses cinq membres permanents ne permet pas aux nouveaux Etats et aux pays sous-développés de jouir pleinement de leur souveraineté face à ces problèmes. Il est donc nécessaire et urgent que les réformes du système onusien aient lieu afin d'assurer l'équilibre mondial.

Abstract

The actual reality of Nations in Africa and in the world is marked by many controversies about the main mission of the United Nations Organization. This reality has produced political crises, armed conflicts, wars and inequality among people around the world due to the bad administration of the UN since some decades. The idea of the Haye conference after the failure of the League of Nations aimed at establishing tools in order to resolve crises peaceably, to avoid wars and promote peaceful conflicts regulation but also to solidify world's peace and security. This final mission seems to be far from the major preoccupations of the UN due to the fact that the Security Council with its five permanent members do not permit to the new States and poor countries to enjoy fully their sovereignty face to issues. So, it is very important and imperative that the reform of the United Nations System be carried out in order to insure global balance.

Mots-clés : *Reforme du systeme onusien, principe, sécurité*

INTRODUCTION

Suite à la faillite de la Société des Nations, il eut fallu trouver un mécanisme pouvant assurer la paix et la sécurité collective, l'idée de consolider la paix et la sécurité dans le monde est devenue une priorité dès 1899 avec l'organisation de la conférence internationale de la paix à la Haye. Cette conférence visait à mettre en place des outils permettant de résoudre pacifiquement les crises, éviter les guerres et établir des règles de conflit par la suite, en 1919, la Société des Nations (SDN) a été créée pour promouvoir

la coopération internationale et obtenir la paix et la sécurité. Cependant, le projet de la SND a échoué et n'a pu éviter la seconde Guerre Mondiale.

Les crises politiques et sécuritaires persistantes au monde, en général, et en Afrique, en particulier, plongent l'humanité dans un chaos énorme constituant un freinage au développement des pays africains. Le contexte actuel nous semble plus complexe qu'avant l'avènement de la Société des Nations.

Il est nécessaire et urgent que les réformes se fassent pour une nouvelle ère de la politique mondiale. En tenant compte des nouveaux enjeux, de l'équilibre de nouvelles puissances et de plusieurs phénomènes notamment : le terrorisme, le réchauffement climatique, le sous-développement, les inégalités des peuples, la migration et le leadership mondial.

Ces problèmes mondiaux qui sont du ressort de l'Organisation des Nations Unies pour la règlementation afin d'assurer le bien-être de l'humanité semblent être mis à l'écart de l'agenda et de préoccupations de l'organisation. Le système unipolaire ou encore bipolaire plane au sein de l'Organisation des Nations Unies dans la prise des décisions pour certains cas et cela occasionne plusieurs tensions à l'échelle mondiale.

Ces conflits dont la plupart sont causés par la dictature des dirigeants, le non-respect des accords entre les nations ou laisse l'Organisation des Nations Unies dans une impasse. Ce qui traduit les faiblesses dans la gouvernance mondiale de la part de l'ONU pour une intervention rapide, imminente pendant les crises et les conflits armés.

Cependant, l'expression Nations Unies, suggérée par le Président des Etats-Unis Franklin D. Roosevelt est apparue pour la première fois durant la seconde Guerre Mondiale dans la déclaration des Nations Unies du 1^{er} janvier 1942. En adoptant ce texte, 26 pays se sont engagés à poursuivre ensemble la guerre contre les puissances de l'Axe. A la suite de cette déclaration, les représentants de la Chine, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique ont rédigés la Charte des Nations Unies afin de mettre fin au fléau de la guerre. Basée à New-York, l'Organisation des Nations Unies est officiellement créée le 24 octobre 1945, lorsque la Charte des Nations Unies est signée puis ratifiée par 51 Etats désignés comme membres fondateurs.

Pour mener à bien cette réflexion portée sur la réforme du système Onusien, elle s'articule en trois. Le premier présente le système des Nations Unies ; le deuxième expose l'exigence et la nécessité de la réforme de l'ONU et la troisième enfin, examine le principe de la sécurité égale et indivisible. Une brève conclusion met un terme à ce travail.

I. SYSTEME DES NATIONS UNIES

Comme sa dénomination l'indique, l'ONU est une organisation de nations. Elle réunit tous ses Etats membres au sein de l'Assemblée Générale, qui se tient chaque année en septembre à New-York.

Dès l'entame de notre investigation, nous devons rappeler au lecteur que le système des Nations Unies est aussi appelé officieusement la famille des Nations Unies et est composé de l'Organisation des Nations Unies et de nombreux programmes, fonds et institutions spécialisées. Chacune de ces entités a sa propre direction, son propre budget et ses propres Etats membres. Les programmes et fonds sont financés par des contributions volontaires, plutôt que statutaires. Les institutions spécialisées sont quant à elles, des organisations indépendantes financées par des contributions volontaires et statutaires.

Il sied de préciser que, c'est le Secrétaire Général des Nations Unies qui nomme les principaux responsables des Programmes et Fonds qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies. Actuellement, l'Organisation des Nations Unies compte une quarantaine d'organes, de programmes et des fonds. Ces derniers œuvrent pour l'amélioration de la situation économique et sociale des peuples du monde entier et relèvent de l'Assemblée Générale ou du Conseil Economique et Social. Les différents Programmes et Fonds sont : le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement(PNUE), les Fonds des Nations Unies pour la Population(UNFPA), le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-HABITAT), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Concernant les institutions spécialisées des Nations Unies qui sont des organisations indépendantes travaillant avec l'Organisation des Nations Unies. Les relations entre l'ONU et les institutions sont définies par des accords négociés. Certaines existaient déjà avant la première guerre mondiale et d'autres furent associées à la Société des Nations et d'autres encore, ont été établies en même temps que les Nations Unies.

Notons que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle important concernant le développement et l'aide humanitaire à travers le monde et cela n'est possible que grâce à ses 15 agences spécialisées, les différents fonds et programmes et les autres entités de l'ONU. Outre, les 38.000 personnes travaillant pour le Secrétariat des Nations Unies, l'Organisation compte également sur le travail de plus de 112.000 employés sur le terrain. Mais, tous les Etats membres des Nations Unies ne sont pas nécessairement des Etats membres de ces autres entités. Dans cette démarche, il existe des contributions volontaires et des contributions imposées en matière de financement des organes de l'ONU.

II. EXIGENCE ET NECESSITE DE LA REFORME DE L'ONU

L'exigence et la nécessité d'une réforme du système onusien renvoient souvent à la notion de la reconstruction de l'ONU. Cependant, plusieurs mouvements alter mondiaux soutiennent cette équivoque. Ce qui pousse à dire que les Nations Unies sont pratiquement dans la croisée de chemin. En mai 2018, le Conseil d'Administration s'est félicité de la Résolution 72/279, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies intitulée « Repositionnement quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies¹ » et à prier le Bureau de préparer une analyse approfondie quant à ceux. Cette réforme devrait être faite pour l'Organisation Internationale du Travail. Cependant, l'ONU par le biais de son Bureau emploie des activités liées à la réforme du système des Nations Unies conformément aux directives et procédures relatives au changement et à la restructuration. Les incidences de la réforme sur le plan des ressources humaines demandent le redéploiement des capacités techniques, la mobilité du personnel et les conséquences potentielles du regroupement des fonctions administratives pour le personnel recruté au niveau local².

Actuellement, avec la situation de la guerre en Ukraine, elle n'a pas vraiment de mérite, c'est-à-dire elle n'a pas du tout convaincu, au regard de l'importance qui lui est assigné. C'est autant dire que cette institution internationale devrait assurer la régulation du système international qui autre fois était inique et dangereuse.

Dans les attentes, le système onusien devrait rassurer la défense possible des droits de tous les peuples du monde et des droits des Etats les moins influents comme les nations africaines, en générale, et quelques pays de l'Europe de l'Est, notamment l'Ukraine et la Pologne. Tous ces Etats sont difficilement maitres de leur destin sur la

¹ BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, Conseil d'Administration 335^e session, Genève, 14-28 mars 2019.

² Idem.

scène internationale. D'ailleurs, ils sont considérés comme des Etats faibles, par rapport aux Etats incontournables ou les Etats forts, qui sont principalement au Conseil de sécurité et d'autres Etats voyous comme la Corée du Nord et parfois l'Iran. Ces Etats dits « voyous » ont été déçus de la réalité du système onusien et du comportement des autres dirigeants mondiaux quant à l'illusion du droit face à la réalité du pouvoir et de la triste réalité de la recherche équitable devenus apanages des puissances occidentales.

En fait, les problèmes africains liés aux coups d'Etats récents et plusieurs tentatives, notamment au Mali, au Soudan, au Burkina-Faso, en Gambie, au Tchad, au Lesotho, en Egypte, au Zimbabwe et la situation de la Russie et l'Ukraine sont au centre de l'actualité mondiale et nécessite des projets pour les réformes imminentes.

Dès l'entame du jeu, nous tentons d'affirmer dire comme d'autres chercheurs que cette mise en exécution du projet de la réforme du système onusien est considérable. Il s'agit simplement de la reconstruction d'un système international. Ce projet va répondre directement aux questions de l'heure liée au retour de la paix dans ces espaces et au règlement des conflits dans le monde où la guerre devient la règle de jeu à cause de certaines politiques qui, souvent, contreviennent à la globalisation même des échanges économiques et à la primauté du marché mondial.

Eu égard, l'Organisation des Nations Unies est au centre de ces débats, mais sa plus grande difficulté reste le fait qu'elle ne résume pas en elle-même le système international³. D'autres acteurs entrent en jeu, notamment les accords directs nés de la diplomatie entre Etats, des alliances militaires, des institutions spécialisées, des politiques internationales, des diasporas et des réseaux transnationaux de toute nature. Dans tous ces cas, seules les Nations Unies occupent une place stratégique et détiennent une légitimité qui se réfère à un intérêt international. Cette situation est de l'intérêt de l'humanité et remplit plus ou moins bien la fonction d'une communauté politique nécessaire au fondement du droit international. Toutes ces considérations sont vérifiables grâce à la mise en place du G8, qui est une nouvelle forme de pouvoir international. Le G8 s'est dégagé clairement de l'ONU en le marginalisant et le subordonnant, mais toutes ses propositions s'y réfèrent constamment.

Comme dit ci-haut, l'Organisation des Nations Unies a été créée pour assurer la paix. Elle a joué un rôle dans des situations importantes en l'occurrence, la guerre froide, la décolonisation et les accords de désarmement nucléaire. Mais, la fin de la guerre froide et la décolonisation n'ont pas toujours amené la paix.

Cependant, les zones de conflits augmentent et la population qui y vit approche le milliard et demeure dans la quasi pauvreté. En outre, la nature des conflits s'élargit. Actuellement, les guerres sont liées au contrôle des ressources et des territoires. Cette dimension identitaire des conflits s'accroît à la ségrégation spatiale et de la purification ethnique.

On note également, des conflits régionaux et intra-étatiques qui s'éternisent. L'existence dialectique entremêlée du terrorisme réseau et du terrorisme d'Etats font régresser les droits civils et les politiques au nom du « choc des civilisations » qui donne la légitimité du « non-droit », la torture, la stratégie des guerres du fort au faible et la surprise de découvrir la capacité des faibles à trouver la vulnérabilité des forts.

Dans cette logique, on notera la pensée de la reconstruction de la paix. Cette conception politique se réfère à Talleyrand avec la primauté de la raison d'Etat et de

³ BERTRAND Marc, *l'ONU*, La découverte, Paris, 1994, p.

l'intérêt national, et de Clausewitz avec la notion de guerre comme la continuation de la politique⁴.

D'après la nouvelle gouvernance économique mondiale mise en place par le G5 de Tokyo qui instaure les fondements du système international, à savoir : la libre circulation généralisée des capitaux dans un contexte de forts déficits publics, de prééminence des firmes multinationales, d'ajustement au marché mondial dans le cadre du consensus de Washington piloté par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Mais la régulation du système monétaire est assurée par les banques centrales et particulièrement par le Federal Reserve des Etats-Unis (Banque Centrale des Etats-Unis)⁵.

Par ailleurs, la conception du développement est au centre des fondements du système international⁶. Le système des Nations Unies est confronté à cette situation d'un double point de vue. Dès le départ, avant même le néolibéralisme, la régulation économique n'est pas de ses prérogatives. La doctrine dominante dans le système des Nations Unies est alors le Fonctionnalisme, qui préconise un système des relations entre Etats sur les domaines économiques, sociaux et culturels favorables à la paix et qui sépare les questions de sécurité et des questions économiques.

Dans cette étude, l'idée de la démocratie mondiale et le droit international, nous renvoie toujours à la démocratie cosmopolitique. Alors que la refondation des Nations Unies doit prendre en compte les deux dimensions essentielles à savoir, d'une part la reconstruction de la paix et le règlement des conflits et d'autre part, le système de Relations Internationales favorisant la transformation des sociétés dans une approche de liberté et d'égalité.

2.1. La stratégie majeure de la démocratisation

Elle nous renvoie à la ligne directrice de la démocratie mondiale et du contrat social mondial qui donne une orientation et une perspective de refondation du système international et des Nations Unies.

Dans cette démarche, nous proposons de prendre comme axe stratégique de leur mise en œuvre, les mouvements et les luttes pour la démocratisation en Relations Internationales.

2.2. Aperçu sur le droit des organisations internationales

En effet, l'organisation internationale produit également des normes, dans le respect de certaines conditions qui s'imposent à leurs destinataires. Pourtant, les régimes de privilèges et immunités varient selon les organisations internationales et les titulaires (organisation elle-même, ses membres, leurs représentants, ses fonctionnaires et agents⁷). Et pourtant, les institutions financières internationales concernées par la reconstruction du système onusien sont à la base des discussions et les propositions divergentes sur les réformes des Nations Unies ne datent d'aujourd'hui.

La réforme des institutions internationales est en discussion depuis belle lurette. Les Nations Unies ont souvent été critiquées par ceux qui les considéraient comme

⁴ GUSTAVE MASSIAH, La réforme de l'ONU et le mouvement altermondialiste, *In Mouvements* n° 39-40/2005, Pp. 134-149.

⁵ BILLAUDOT Bernard, « Réforme de la gouvernance économique mondiale », *In Rencontre Thomas Moore à l'Arbresle*, Alter mondialisme et anti productivisme, Février 2004. Consulté le 09 mars 2022.

⁶ MASSIAH Gustave, « De l'ajustement structurel au respect des droits humains », *In ATTAC. Une économie au service de l'homme*, Les Mille et une Nuits, 2002.

⁷ ERIC DAVID, *Droit des organisations internationales*, Larcier, Bruxelles, 2016, p. 832

simples instruments des pays dominants et particulièrement des Etats-Unis pendant que les Américains considèrent le système onusien comme étant inefficace et indépendant.

Les tenants du maintien de la paix ont fourni quelques réaménagements. Ce système est sur la défensive, aux réactions sur les attaques de l'unilatéralisme de l'Europe et les pays du Sud qui défendent ces institutions parce qu'elles sont attaquées sur sa forme de régulation. Et considérant que les aménagements minimums peuvent être possibles si seulement si, on maintient les Etats-Unis dans les institutions. Dans cette optique, la négociation constante a été fournie avec les Etats-Unis comme satisfaction pour sauver la face des Nations-Unies en adoptant une position moins isolationniste et moins unilatéraliste⁸. C'est ainsi que les débats convergent entre ceux qui pensent que les Nations Unies ne sont pas réformables et qu'il faut donc les refaire, comme Maurice BERTRAND et ceux qui considèrent qu'il faut préconiser une réforme radicale, comme par exemple Monique Chemillier Gendreau et Richard Falk.⁹

Au premier rang, la réforme de l'Organisation des Nations Unies s'avère très déterminant, pour qu'elle soit totalement démocratique et plus efficace à partir de la modification de la composition du Conseil de Sécurité et de la création d'un Conseil de Sécurité Economique et Social. C'est ainsi que certaines orientations dominantes ont été renversées.

2.3. La constitution du monde : une nouvelle approche

En perspective, il faudrait penser à la réforme des Nations Unies dans une nouvelle constitution du monde. Autrement dit, la charte devrait être rediscutée autour de la déclaration universelle des droits de l'homme fondant la légitimité des Nations Unies et sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies, dont l'objectif est d'aider la transformation du monde, plutôt que d'œuvrer à sa reproduction.

Cette nouvelle approche porte sur la nature et le rôle de la souveraineté des Etats et sur les rapports entre pouvoirs politiques et pouvoirs citoyens dans la nouvelle organisation du monde. C'est parce que l'essor du transnational renforce les Etats plus qu'il annonce l'ère du post national¹⁰. Richard Falk, propose la notion de « statut politique de l'humanité » pour soutenir le constitutionnalisme mondial. Pour lui, une nouvelle architecture peut être fondée sur l'ensemble régional de coopération. En d'autres termes, un système de représentation régionale au niveau mondial et un conseil de sécurité à la fois économique et militaire, conçu comme un espace de négociations crédibles pour les grandes puissances et les ensembles régionaux.

Quant aux forces politiques et sociales qui pourraient porter la réforme radicale de l'ONU, on note quelques contributions de l'intérieur du système et les think thank engagés dans une bataille d'idées, de l'opinion publique, des coalitions d'Etats, de mouvement alter mondialiste et ses alliances. En ajoutant, l'éthique de conviction et de proposer des solutions contraignantes.

Notons que les institutions internationales sont des institutions interétatiques, c'est-à-dire la première responsabilité incombe aux Etats membres. Ces institutions ont une certaine autonomie. Et, elles sont vraiment dans le sens bureaucratique du terme et donc, c'est une catégorie qui gère les conflits (graves) et risque d'être un danger pour toute une société.

⁸ FALK, R., JOHANSEN, R., et SAMUEL K., *The Constitutionnal Foundation of World Peace*, State University New-York Press, New-York, 1993.

⁹ BERTRAND M., *Refaire l'ONU : un programme pour la paix*, Zoé, Genève, 1986.

¹⁰ BAYARD, J.- F., *La démocratie en miettes : pour une révolution de la gouvernance*, Descartes et Cie, Paris, 2003.

2.4. L'opinion publique et la coalition d'Etats

En fait, le mouvement alter mondialiste occupe une place de choix stratégique dans cette mobilisation. Cette stratégie est portée par le mouvement citoyen mondial¹¹. Le mouvement alter mondialiste apporte une nouvelle approche de la transformation sociale. Ce mouvement peut se saisir de la question de la réforme du système international et peut aussi créer un mouvement pour la réforme de l'ONU.

III. LE PRINCIPE DE LA SECURITE EGALE ET INDIVISIBLE

En principe « la sécurité égale et indivisible » est interprétée de manière sélective comme une justification de la course en cours vers un élargissement irresponsable de l'OTAN¹². Aujourd'hui, rappelé par la Russie pour faire la guerre en Ukraine. Mais la question importante est d'abord de comprendre d'où viennent les origines du conflit ? Rappelons que l'Ukraine est une ancienne République Soviétique devenue indépendante en août 1991. Elle est une « zone-tampon » entre la Russie et l'Europe. Ce pays regorge plus de 44 millions d'habitants et est divisée entre une majorité pro-occidentale basée à l'Ouest et des séparatistes pro-russes qui refusent de couper le cordon avec le Moscou.

En 2010, Viktor Iannoukovitch est élu Chef de l'Etat Ukrainien favorable à Moscou et met en terme trois ans plus tard à l'accord d'association avec l'Union Européenne au profit de la coopération avec la Russie. Cette décision provoque des manifestations massives sur la place de l'indépendance, précisément à Maidan (Kiev). La tension populaire est de plus 200.000 et 500.000 manifestants pro-européens qui réclamaient la fin du pouvoir autoritaire de Viktor. Réprimée violemment par les forces de l'ordre qui ont fait plus de 80 morts et près de 2 000 blessés. Cette réprimande conduit à la chute du Président le 22 février 2014. C'est ainsi que Vladimir Poutine profite du conflit pour annexer la Crimée, alors une péninsule stratégique importante sur la mer noire. Chose curieuse, la population locale ukrainienne approuve ce rapprochement à la Russie écrasante, plus de 96% à l'issue de referendum condamné par la communauté internationale. Et qui est cette communauté internationale ? Elle est composée de quoi comme nations ? En répondant à toutes ces questions, vous trouverez et comprendrez pourquoi la Russie persiste dans cette aventure ! Quelles sont ces motivations pour mettre fin à la guerre. Loin de tenter de donner notre réponse.

Plus tard, les premiers combats éclatent dans les provinces de Donetsk et de Lougansk et sont autoproclamées comme des Républiques ; après les référendums jugés illégaux. Pour la majorité des Ukrainiens, la menace russe est une guerre inachevée pendant 8 ans. Malgré l'accord de Minsk entre l'Ukraine et la Russie, sous l'égide de la France et l'Allemagne, qui devrait mettre fin au conflit ? Ces combats ont fait plus de 14.000 morts dans la province de Donbass (province majoritairement russophone, orthodoxe et prorusse) en 2014¹³. La même année au mois de novembre, Washington demande à Moscou de fournir des explications sur des mouvements de troupes inhabituels à la frontière ukrainienne. Pendant que la Russie elle aussi à son tour, accuse les Occidentaux de livrer les armes à Kiev, et ce dernier mène des exercices provocants dans la région.

Toutes ces tentatives poussent l'autorité de Kremlin de redéfinir l'architecture sécuritaire européenne et juge défavorable à la Russie et exige de la part de Washington des « garanties » écrites, dont l'assurance que l'Ukraine n'adhérera jamais à

¹¹ MASSIAH, G., « Le mouvement citoyen mondial », *In Mouvements*, 2002.

¹² Agence Europe, *In Bulletin Quotidien Europe n° 12882*, du 3 février 2022.

¹³ LIBERATION, Décryptage : comprendre les origines du conflit entre la Russie et l'Ukraine, Consulté le 10 mars 2022.

l'Organisation de Traité de l'Atlantique Nord. Une demande inacceptable pour les Occidentaux.

Pourquoi les Occidentaux ont-ils refusé ? Alors que pour Kiev, cette adhésion figure parmi des objectifs stratégiques du pays à la fin de la guerre froide pour contrer l'influence de Moscou. En 2008 à Bucarest, lors du sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tous les membres ont fait valoir à Kiev une perspective d'adhésion, sans pour autant annoncer le calendrier. La crise de 2014 marque une accélération de la coopération entre l'OTAN et l'Ukraine.

En juin 2020, l'Ukraine est devenue l'un des 6 pays partenaires nouveaux de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et augmentent la collaboration entre Kiev et les membres de l'OTAN. A notre avis, voilà la raison primordiale de cette guerre.

Notre tentative de réponse aux questions soulevées. Pourquoi, parce que le Président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky avait réaffirmé son souhait d'adhérer complètement à l'OTAN et réclamait un calendrier clair et réalisable. Et donc, pour mettre fin à cette guerre, il faudrait penser d'abord à une garantie écrite de non-adhésion de l'Ukraine et d'autre part, le départ du Président Volodymyr. Voilà, en quelques mots nos propositions quant à la fin de cette guerre Russe et Ukraine. Pourquoi ? Tout simplement parce que la crise ukrainienne illustre le bras de fer entre Washington et Moscou, qui de nos jours, peut dégénérer à une troisième guerre mondiale, une fois mal gérée. Cela se justifie le bras de fer existant entre les Etats-Unis et la Russie depuis la fin de la guerre froide.

D'ailleurs, le Président Joe Biden l'a évoqué. Et donc, d'une part les forces américaines sont censées avoir une réserve pour la confrontation avec les russes. C'est ainsi que nous préconisons de multiplier des rendez-vous diplomatiques pour mettre un terme à cette guerre. C'est ainsi que nous exhortons la communauté internationale à éviter les sanctions lourdes contre la Russie en phase de pour parler. Pourquoi ? Parce que depuis lors Poutine nie par le passé, l'existence même de l'Ukraine comme Etat¹⁴.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, centrée sur l'exigence et la nécessité de la réforme du système onusien au regard du principe de la sécurité égale et indivisible, la montée en puissance de certains Etats change de plus en plus l'ordre mondial. Cette mutation géopolitique brusque pour les uns est fruit d'une longue préparation pour les autres. En effet, les pays occidentaux dit développés travaillaient déjà à l'époque sur les grandes mutations qui allaient s'opérer au sein du système international. Raison pour laquelle, ils ont eu une place de choix lors de la création de l'Organisation des Nations Unies. Cette dernière a fait d'eux les premiers décideurs des grandes problématiques mondiales dans les Relations Internationales.

Cependant, l'émergence de plusieurs autres Etats ne faisant partie de leur bloc augure un vent nouveau tendant à la reconfiguration du système des Nations Unies. Ainsi, nous soutenons cette hypothèse d'intégration des nouveaux pays émergents afin que la représentativité internationale au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU soit plus équitable et que les grands problèmes internationaux soient traités avec plus d'équité et plus de considération.

A titre illustratif, nous proposons une phase diplomatique pour une paix sécurisée dans le conflit Russo-Ukrainien et dans les autres conflits mondiaux. Nous exhortons donc une représentativité équitable entre les différentes parties aux négociations dans la

¹⁴ LE PARISIEN, Les origines du conflit entre l'Ukraine et la Russie, Consulté le 10 mars 2022.

recherche de solutions pacifique. Cela permettra à certains pays puissants de ne pas imposer leur loi au détriment des autres.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence Europe, *In Bulletin Quotidien Europe n° 12882*, du 3 février 2022.
- BAYARD, J.- F., *La démocratie en miettes : pour une révolution de la gouvernance*, Descartes et Cie, Paris, 2003.
- BERTRAND M., *Refaire l'ONU : un programme pour la paix*, Zoé, Genève, 1986.
- BERTRAND Marc, *l'ONU*, La découverte, Paris, 1994.
- BILLAUDOT Bernard, « Réforme de la gouvernance économique mondiale », *in Rencontre Thomas Moore à l'Arbresle*, Alter mondialisme et anti productivisme, Février 2004. Consulté le 09 mars 2022.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Conseil d'Administration 335^e session*, Genève, 14-28 mars 2019.
- ERIC DAVID, *Droit des organisations internationales*, Larcier, Bruxelles, 2016, p. 832
- FALK, R., JOHANSEN, R., et SAMUEL K., *The Constitutionnal Foundation of Wold Peace*, State University New-York Press, New-York, 1993.
- GUSTAVE MASSIAH, La réforme de l'ONU et le mouvement altermondialiste, *in Mouvements n° 39-40/2005*.
- LE PARISIEN, Les origines du conflit entre l'Ukraine et la Russie, Consulté le 10 mars 2022.
- LIBERATION, Décryptage : comprendre les origines du conflit entre la Russie et l'Ukraine, Consulté le 10 mars 2022.
- MASSIAH Gustave, « De l'ajustement structurel au respect des droits humains », *in ATTAC. Une économie au service de l'homme*, Les Mille et une Nuits, 2002.